

« LIBERTÉ ET PROSPECTIVE » Le Think Tank

"Il n'est point de bonheur sans liberté, ni de liberté sans courage." Périclès

Conférence du 5 novembre 2018

Après 35 ans de politique de la ville, faut-il tout changer ?

Laurianne ROSSI, député et questeuse,

Olivier KLEIN, maire de Clichy, président ANRU,

Michel CHAMPREDON, ancien maire d'Evreux,

Karim BOUHASSOUN, conseiller politique, auteur de «Que veut la banlieue »,

Modérateur Luc SITTEr, entrepreneur.

Olivier KLEIN nous définit sa mission de redonner un souffle à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), créée par Jean-Louis BORLOO. Il nous précise que le titre de la Conférence : après 35 ans de politique de la ville, où en est-on ? En réalité, c'est plutôt presque 40 ans depuis Banlieue 89 de l'architecte Roland Castro, le développement social des quartiers, tous les outils et toutes les strates de la politique de la ville sont venues s'empiler notamment comme celles sur son territoire à Clichy s/Bois. Il souligne qu'il ne faut pas « jeter le bébé avec l'eau du bain ». Sans la politique de la ville, il pense que la situation serait encore plus difficile dans ces quartiers. Une des difficultés rencontrées, c'est d'avoir « travaillé par moment sur l'humain, par moment sur l'urbain, probablement jamais assez sur les deux en même temps ». On s'est attaché aux conséquences des difficultés mais pas assez aux causes qui sont essentiellement sociales. « Personne ne peut donner un portrait-robot de ces quartiers populaires mais leur point commun, c'est une grande fragilité des gens qui y habitent ».

La politique de la ville est une énorme machine mais, par exemple à Clichy /s Bois, les « habitants qui ont été aidés pendant les années 90 sont partis et tant mieux pour des raisons diverses ». Mais d'autres sont arrivés en plus grande difficulté et notamment dans les très grandes copropriétés privées dégradées comme à Clichy/s Bois. Le prochain défi est de s'attaquer dans les prochaines années aux copropriétés privées dégradées avec la complexité qui s'y attache du fait du droit de propriété. La **politique de la ville est indispensable, elle doit être interministérielle**. Mais, il faut qu'un ministre de la ville incarne cette politique et c'est le **Premier Ministre qui doit impulser des politiques publiques** : sur le logement, sur le renouvellement urbain, sur l'emploi, sur les transports, sur la sécurité et la tranquillité, sur la politique éducative non ségrégative. Il faut des plus belles écoles, des enseignants parmi les plus qualifiés. Par exemple, tous les lycées de ces quartiers n'ont pas de classes préparatoires aux grandes écoles et c'est regrettable. L'école est un élément fondamental de la réussite, avec par exemple des réseaux informatiques fiables pour l'accès au numérique ; **l'école c'est un symbole fort**.

Michel CHAMPREDON intervient pour retracer les différentes étapes de la politique de la ville menées depuis sa création. A partir de 1981, le gouvernement met en place une politique de **développement social des quartiers**, l'idée initiale est de traiter la rénovation de l'habitat de ces quartiers, avec la construction de petites infrastructures avec un financement public massif.

Puis quelques années plus tard, les **contrats de ville apparaissent**, la réflexion urbaine évolue. On se pose la question du devenir du quartier dans un environnement plus large avec la ville et ses interconnexions, notamment avec le centre-ville.

Après, c'est l'époque Jean-Louis BORLOO, **la création en 2003 de l'ANRU** avec comme objectif de **modifier l'urbanisme de la ville**. On décide de redessiner l'urbanisme de la ville, de modifier des quartiers en démolissant des immeubles, des bâtiments publics et en reconstruisant des petits immeubles, des écoles modernes. Par exemple, « dans l'Eure on a démoli une école et repenser l'urbanisme de la ville avec un investissement public massif de l'État, des collectivités locales, du 1% logement, des bailleurs sociaux ».

Il regrette qu'au cours de l'élection présidentielle, les candidats s'y soient peu intéressés en général. Pourtant, il est important que la puissance publique s'y intéresse et les 6 millions d'habitants de ces quartiers populaires se sont peut-être sentis un peu délaissés du débat public.

Cependant, cette politique a permis à énormément de choses d'être faites. Les vieux bâtiments ont disparu, des logements neufs ont été construits avec une recherche de mixité sociale. A Marseille, c'est un contre-exemple car ce sont des habitations privées qui étaient concernées. Mais il ne faut pas se leurrer la mixité sociale, personne n'en veut sauf les pouvoirs publics. Il y a eu une volonté pour réaliser une mixité sociale avec un travail avec les acteurs institutionnels et associatifs volontaires pour éviter les poches de communautarisme qui se sont créés malgré cela dans la République.

Il souligne que la mixité sociale est très difficile à réaliser, les individus préférant rester entre eux, dans un entre soi. Pourtant, c'est un enjeu très important à bien mesurer, à bien traiter. Une assistante sociale lui disait récemment : « Je commence à voir les enfants des familles dont je m'occupais au début de ma carrière ». Évidemment, on se dit que cette reproduction du modèle social est un vrai sujet. Comment capter, comment permettre à une génération de jeune d'échapper aux chemins chaotiques de leurs parents ? D'après ce qu'on peut lire chez les spécialistes, « il faut 5 générations pour qu'un individu change de sa condition culturelle et sociale ». Cela en dit long sur les difficultés des politiques mises en place. « Il ne faut pas céder au découragement mais il faut être lucide parfois sur la petitesse des progrès ».

Laurianne ROSSI nous indique que Bagneux, dans sa circonscription, comptent plusieurs quartiers prioritaires.

Elle reconnaît que beaucoup de choses ont été faites durant ces 40 années de politique de la ville mais il faut avoir le courage de reconnaître que ces 10 dernières années les pouvoirs publics n'ont pas été au rendez-vous avec une restriction des crédits de l'ANRU, un allongement des délais qui n'ont pas permis d'aller au bout des réalisations avec une approche un peu trop urbanistique de la politique de la ville. On parle avant tout de 6 millions d'habitants, de 15% de notre jeunesse avec des difficultés économiques et sociales très importantes et son aggravation. « Il faut avoir le courage de regarder la réalité telle qu'elle est aujourd'hui dans ces quartiers et que je côtoie à Bagneux, avec la montée de la violence, de la grande délinquance, du trafic de drogue de plus en plus prégnant, une profonde insécurité et quelques zones de non-droits ».

Partant de ce diagnostic-là, il nous incombe **d'agir avec un nouveau souffle**, avec une nouvelle approche plus globale qui passe par **ce que le Président de la République appelle « l'émancipation » et cette fin de « l'assignation à un territoire »**, cette assignation sociale qui passe à la fois par des mesures fortes en matière d'éducation, d'emploi, de desserte de transports pour désenclaver ces quartiers par une approche du logement. L'enjeu de la mixité sociale est crucial. Elle nous indique qu'« on n'est pas allé au bout du sujet avec la loi Elan que nous avons adoptée, il y a quelques semaines, puisqu'on n'a pas voulu toucher à la loi SRU ». Il doit y avoir une **vraie réflexion sur cette politique du peuplement et cette nécessaire mixité sociale qui aujourd'hui fait défaut**. Il faut raccrocher ces quartiers à la vie de la Cité et permettre à ces citoyens de vivre convenablement à l'intérieur. On parle de politique de la ville mais cela ne concerne que certains quartiers et pas de la ville dans son intégralité. C'est l'enjeu de la citoyenneté.

Cela nécessite des engagements forts tels que **« ceux pris par le Président de la République dans son discours de Tourcoing et dans le grand rassemblement qu'il a suscité », en juillet dernier, autour « de la France une chance »** en rassemblant tous les acteurs : associations, entreprises, élus et institutions pour la refonte de la politique de la Ville en appelant à une mobilisation générale de tous les acteurs de la Nation. A l'Assemblée Nationale, un groupe de travail parlementaire a été créé, dédié aux quartiers, qui sera aussi force de propositions sur le sujet et pouvant aller plus loin.

La **réalité de ces quartiers est inquiétante**, nous avons près de 40% des personnes qui sont sous le seuil de pauvreté, un enfant sur 5, un taux de chômage de 25 %, 3 fois supérieur à la moyenne nationale, 22% chez les jeunes, une réussite au BEPC inférieur de 8 points à la moyenne nationale, un taux d'enfant ne maîtrisant pas les savoirs fondamentaux, lire, écrire et compter allant jusqu'à 80 %, des crèches 5 fois moins importantes.

C'est une dérive qu'il faut avoir le courage de nommer et de dénoncer les formes de communautarisme et de radicalisation qui se sont instaurées dans ces quartiers.

Après ce constat fait, tout en poursuivant la politique de la ville, il faut agir et changer de modèle. C'est pourquoi le **gouvernement** a un projet ambitieux en **matière d'éducation** avec le **dédoublé des classes CP-CE1 en REP et REP+**. Il agit aussi sur le **logement avec la loi Elan** qui permettra une mobilité accrue dans le parc social mais aussi privé. Le résultat commence à être là. Par exemple, dans sa circonscription, notre intervenante nous informe que Bagneux a un parc de 65% de logements sociaux, Malakoff 40 % et Montrouge 14%. La mixité sociale n'est pas au rendez-vous et est extrêmement difficile dans ces contextes. Elle propose de plafonner le nombre de logements sociaux dans certaines villes et par contre de demander à celles qui n'ont pas pris leur part de faire des efforts.

Cela passe aussi par la **sécurité**, le gouvernement a déployé des forces de l'ordre dans ces quartiers, c'est la « **politique de sécurité du quotidien** » avec le **recrutement de 1300 policiers et gendarmes** supplémentaires pour lutter contre l'insécurité, notamment auprès des plus jeunes. Un partenariat a été créé avec tous les acteurs de la sécurité sous la responsabilité du Préfet, avec la Police Nationale, la Police Municipale, les associations et les élus concernés.

Les autres mesures qui ont été prises concernent les **transports** avec un « **grand plan pour le désenclavement en matière de mobilité** » dans ces quartiers aussi bien en milieu urbain que rural ou péri-urbain qui permettra l'accès à l'emploi, à la culture, à la formation.

Concernant **l'emploi et la formation**, de nombreuses mesures ont été décidées avec le déploiement « des emplois francs » donnant la possibilité pour toute entreprise située en dehors de ces quartiers de bénéficier d'aides pour embaucher ces jeunes des banlieues. « Un **plan de formation de 2 milliards d'euros** a été acté, tourné vers les jeunes de quartiers et les chômeurs de longue durée ».

Des mesures ont été mises en place contre les discriminations et les inégalités à l'embauche qui sont une des difficultés pour l'emploi des personnes de ces territoires et notamment des jeunes. Elle prend tout son sens autour du « testing » dans les grandes entreprises.

Le dernier rapport d'Hakim El Karoui de l'Institut Montagne sur l'Islam en France démontre qu'un jeune homme musulman avec son patronyme a 5 fois moins de chance d'être embauché qu'un jeune homme qu'on présume ne pas être de confession musulmane. Il y a là aussi un véritable enjeu.

Notre intervenante nous informe qu'il y a un travail en cours pour **évaluer les politiques de la ville avec des indicateurs précis**.

Un **ministère de cohésion des territoires** a été créé avec comme enjeu de sortir de ces politiques sectorielles dans ces quartiers, ce n'est pas neutre. Il s'agit de faire un lien, de rétablir une cohésion avec tous les territoires et de sortir de cette vision purement urbanistique de la politique de la ville en prenant à bras le corps tous ces sujets. La République doit être rétablie dans tous les quartiers d'une ville.

Karim BOUHASSOUN, après avoir commencé par deux anecdotes, nous dit que la politique de la ville, la banlieue française, c'est un problème de riche, il y a des gens qui s'en sortent, il y existe même une classe moyenne qui se crée cependant il y a 3 soucis.

Tout d'abord, il y a eu un renoncement. On a des grands ensembles en France qui sont habités par 6 millions d'habitants, c'est une aberration totale, on a des grosses verrues urbaines depuis les années soixante nées avec la décolonisation et l'immigration économique qui génèrent les problèmes que l'on connaît.

Ensuite, les pouvoirs publics n'ont pas été à la hauteur sur ce sujet. Il faut repenser l'intervention publique. Détruisons la banlieue, cette logique urbaine et faisons des villes. On a investi dans ces dix dernières années, 48 milliards € pour la politique de la ville, on a remis de l'argent dans la pierre mais on a recréé des banlieues avec une même partition sociale. 72 % des gens interrogés dans un sondage nous disent que leurs conditions se sont dégradées dans ces nouveaux quartiers reconstruits.

Enfin, on ne peut pas tout demander aux pouvoirs publics, il faut donner aux gens une égalité positive, c'est-à-dire permettre aux gens de s'en sortir eux-mêmes.

5 grands défis :

En matière d'éducation, l'échec de l'école est patent, on met 1,3 milliard € chaque année dans l'éducation prioritaire, on fait des classes plus petites, on remet plus de professeurs dans l'école qui est censé gommer les inégalités des parents, en réalité elle reproduit les inégalités et les amplifie. Seulement 25 % des élèves qui quittent les collèges en ZEP vont vers une filière générale, 75 % vont vers les filières techniques ce qui va reproduire les métiers des parents. Il n'y a pas véritablement une progression d'une génération à l'autre.

En matière de développement économique, si on veut qu'une personne puisse s'en sortir, « il faut qu'il ait accès à un job ». Comme les jeunes ont du mal à trouver un emploi, certains se tournent vers la création d'entreprises. Dans ces quartiers ZUS, le taux de création d'entreprises est 2 fois supérieur à la moyenne nationale mais leur taux de mortalité à 3 ans est deux fois supérieur à la moyenne nationale.

Notre intervenant propose **une idée** pour le développement économique, c'est le **parrainage** (ADIE, le réseau Initiative...). Or le taux d'accompagnement humain des chefs d'entreprises dans les quartiers est de 3% alors que dans le reste de la France il est de 40%. Seul l'État peut organiser le parrainage.

En matière de formation, le gouvernement a pris des mesures pour réorienter les 40 milliards € qui la financent chaque année. Actuellement, 60% vont aux « insiders » c'est-à-dire que ces fonds profitent aux salariés du privé et aux fonctionnaires. Seulement 30 % de cette manne financière va vers les chômeurs et les jeunes de ces quartiers.

En matière de droit à la ville, cela concerne le **logement et les mobilités**. Il y a des maires qui ne jouent pas le jeu de la loi SRU c'est-à-dire des 25% de logements sociaux. Une solution est préconisée par l'intervenant : Un système de loyer unique selon les agglomérations.

Le problème des transports entraîne le renoncement à un entretien d'embauche ou à l'emploi car trop loin et trop cher pour y accéder.

En matière de démocratie locale : il y a des personnes qui ne connaissent pas comment fonctionne le système démocratique, qui ne comprennent pas les codes. Introduire une dose de représentation de ces quartiers selon un critère géographique dans toutes les collectivités et dans les conseils d'administration des entreprises.

En réponse à plusieurs questions de la salle sur la politique de la ville, le logement social, les différents intervenants précisent certains points :

Olivier KLEIN :

Notre intervenant nous dit : « la rénovation urbaine, les transports, le logement social sont des sujets où il faut être très humble ». Sur la politique de la ville, tous les gouvernants qui se sont succédés ont essayé de faire pour le mieux sur toutes les problématiques des habitants de ces territoires. Lorsque l'ANRU regarde un programme de rénovation urbaine, elle l'approche dans l'ensemble de ses dimensions. L'ANRU a consacré 50 mds € lors du 1er plan de renouvellement urbain avec un effet de levier. En réalité, c'est 12 milliards € pour l'ANRU et 50 € milliards d'investissement. Le **logement social**, c'est le logement du plus grand nombre qu'on doit valoriser, c'est **un outil de développement**, cela doit être **un outil du parcours résidentiel**. La **métropole du grand Paris** pourrait être un outil de planification à travers son programme métropolitain d'habitat et d'hébergement.

Mais en matière de logement social « faut-il que les maires jouent le jeu et ne jouent pas avec les différents modes de financements » (PLAI, PLUS, PLS). S'il n'y a pas d'habitations financées en PLAI dans ces quartiers, les populations les plus fragiles ne pourront accéder à un logement social. Dans la réalité, les plus pauvres ne vont pas dans le logement social, ils vont chez les marchands de sommeil. A une certaine époque, les pouvoirs publics ont favorisé par des financements bancaires l'accès à la propriété pour des gens qui n'avaient pas les moyens d'entretenir ces immeubles et aujourd'hui les difficultés sont dans les grandes copropriétés privées dégradées. « Où en serions-nous sans ZEP à CLICHY/S BOIS si nous n'avions pas les écoles ? » L'ANRU 2, c'est 250 quartiers d'intérêt national 12 mds €, 200 quartiers d'intérêt régional c'est-à-dire **un total de 450 quartiers** qui vont être touchés par le nouveau programme tous en même temps. Il n'y a pas d'autres solutions, il faut démolir et reconstruire. Mais il faut envisager de soutenir également davantage la vie associative, la recherche d'entreprises, de commerces...

Les financeurs de l'ANRU, c'est très peu l'État, ce sont 7 mds € pour Action logement le 1%, 2 mds € pour l'Union sociale pour l'Habitat et 1 md € pour l'État avec un effet de levier très important. L'ANRU ne finance pas les programmes à 100%. On estime qu'avec **10 mds€, on maintiendra un niveau d'investissements de 40 mds€ en y associant d'autres partenaires comme les collectivités locales, les bailleurs sociaux...**

Laurianne ROSSI : il faut **un changement de paradigme**. « Nous sommes plusieurs parlementaires à avoir demandé de sortir de la logique communale, des 25% de logements sociaux par ville et viser un niveau territorial plus large » en prenant en compte le foncier disponible, les bassins d'emploi, les infrastructures de transport existantes. Par exemple sur l'île de France, elle s'interroge sur le niveau de pertinence de la compétence logement qui peut se situer soit au niveau de l'EPT île de France ou soit au niveau de La Métropole du Grand PARIS. Le problème est difficile car on touche là aux prérogatives essentielles des maires et à une certaine forme de clientélisme communal.

Michel CHAMPREDON apporte quelques précisions sur les idées émises par Karim BOUHASSOUN sur la répartition de la population par catégories. Cela part d'une bonne volonté mais en France, les fichiers ethniques sont interdits. Les exemples de Vichy sont de sinistres mémoires, on aurait beaucoup de mal à mettre des personnes selon leur origine dans les assemblées communales, il y aurait certainement une censure du Conseil Constitutionnel.

On critique l'école qui n'est pas capable d'assurer le développement éducatif des élèves, ce n'est pas facile d'être enseignant dans ces quartiers. L'école est à l'image du quartier, les problématiques sont les mêmes. Les rapports entre enseignants et parents sont parfois compliqués par la grande diversité multiculturelle de l'origine des élèves. De plus, il y a un certain nombre d'individus qui ont renoncé. **Si les pouvoirs publics doivent investir pour essayer de les remettre dans une dynamique positive c'est de recruter davantage d'éducateurs sociaux, d'assistantes sociales pour les accompagner à s'insérer dans la société.**

Une question de **Sophia ELIAS** a particulièrement interpellé les participants **sur l'incompréhension** qu'avaient les habitants de banlieue qui sont toujours considérés comme assistés, aidés alors que ce qu'ils veulent, c'est d'avoir les mêmes droits fondamentaux, l'égalité avec les autres citoyens. Elle prend comme exemple l'enseignement. Elle nous fait part de son expérience personnelle, très intéressante. Lorsqu'elle habitait la banlieue, en l'occurrence en Seine St Denis, son fils avait un enseignement beaucoup plus lent, il était occupé dans ses activités péri scolaires en CE2 à pratiquer le football et à faire des coloriages. Arrivé à Paris, il a eu droit aux mathématiques avec boulier, à des expositions, à l'initiation à l'art... Il n'était plus dans le même monde. Par ailleurs, en matière de transport, quand elle venait travailler, le RER B était toujours en retard. Elle avait l'impression d'être une sous-citoyenne. Elle conclut en disant que si on ne change pas de paradigme sur la banlieue cela sera pire dans 10 ans.